

**CONVENTION RELATIVE A L'UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS MIS A
DISPOSITION POUR L'EPS OBLIGATOIRE**

**ENTRE LA METROPOLE DE LYON,
LA VILLE D'OULLINS ET LE COLLEGE SAINT THOMAS D'AQUIN
ANNEE 2015**

ENTRE :

- **La Métropole de Lyon** (en son hôtel, CS 33569, 69505 Lyon Cedex 03), représentée par son Conseiller délégué en charge des relations avec les collèges monsieur Éric Desbos, agissant en cette qualité en vertu d'un arrêté de son Président, monsieur Gérard Collomb, n°2015-03-10-R-0160 en date du 10 mars 2015, ce dernier agissant lui-même en vertu de la délibération du conseil de la métropole en date du 21 septembre 2015 ci-après dénommée « la Métropole »,

d'une part,

- **La Ville d'Oullins**, représentée par monsieur François-Noël, dûment habilitée à signer la présente convention, ci-après dénommée « le propriétaire »,

d'autre part,

et

- **Le Collège Saint Thomas d'Aquin**, 56 rue du Perron à Oullins, représenté par le Chef d'établissement, agissant en exécution d'une délibération adoptée le de son Conseil d'administration, ci-après également désigné par « le collège »,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ :

- Que la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles a créé une nouvelle collectivité, dénommée la Métropole de Lyon, à compter du 1^{er} janvier 2015 en lieu et place de la communauté urbaine et dans les limites territoriales de cette dernière ;

- Que cette collectivité territoriale à statut particulier exerce sur son territoire et ce, à compter de sa création, les compétences antérieurement dévolues au Département du Rhône ;

- Que les transferts correspondants de compétences entre le Département du Rhône et cette nouvelle collectivité territoriale impliquent le transfert de plein droit de tous les droits et obligations détenus par le Département pour l'exercice des compétences attribuées à la Métropole de Lyon et dans toutes les délibérations et tous les actes qui relèvent de sa compétence ;

la métropole
GRAND LYON

Tout le courrier doit être adressé à :
Monsieur le Président de la Métropole de Lyon
Direction Générale
20, rue du Lac - CS 33569
69505 Lyon cedex 03

Envoyé en préfecture le 03/06/2016
Reçu en préfecture le 03/06/2016
Affiché le
ID : 069-216901496-20160603-20160526_16-DE

Article 5 : Durée, résiliation

La présente convention est conclue pour **1 an** à compter du 1^{er} septembre 2015 jusqu'au 31 août 2016.

A moins qu'elle n'ait été résiliée par l'une quelconque des parties trois mois au moins avant la survenance du terme ou de sa date anniversaire, elle sera reconduite tacitement jusqu'à son terme.

Elle sera résiliée de plein droit en cas de suppression ou déplacement sur le territoire du collège ou de destruction des équipements sportifs mentionnés.

Article 6 : Responsabilité

1. Responsabilité de l'utilisateur

Pendant le temps et les activités scolaires, le collège assumera la responsabilité et la surveillance des équipements qu'il utilise.

D'une manière générale, le collège doit respecter le règlement intérieur, l'arrêté de police et les plannings affichés dans l'équipement. En cas de non-respect de leurs dispositions, le propriétaire pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet pendant 15 jours, interdire l'accès aux installations.

Le collège doit prendre connaissance et s'engager à respecter les règles de sécurité propres à chaque équipement ainsi que les consignes spécifiques données par le propriétaire, compte tenu de l'activité envisagée.

2. Responsabilité du propriétaire

Le propriétaire prend toutes mesures utiles propres à garantir en permanence la conformité des équipements sportifs aux règles d'hygiène et de sécurité qui leur sont applicables.

En sa qualité de maître d'ouvrage, le propriétaire garantit l'état d'entretien normal des installations sportives mises à la disposition des collégiens.

Le propriétaire assurera la responsabilité du gardiennage.

Article 7 : Entretien et maintenance

L'entretien et la maintenance des installations et équipements sportifs mis à disposition du collège sont à la charge du propriétaire.

Le collège informera par écrit, le responsable du site, de tous les problèmes de sécurité dont il aurait connaissance, tant pour les installations que pour le matériel mis à disposition.

La remise en état des installations à la suite de dégradations commises par le collège sera réalisée par le propriétaire et les frais correspondants seront remboursés par l'établissement scolaire. Les indisponibilités liées à ces travaux ne donneront pas lieu à minoration lors de la facturation.

Article 8 : Participation financière

Les équipements sont mis à disposition du collège à titre onéreux.

Conformément à l'article L.1311-15 du code général des collectivités territoriales, le montant de la participation financière est calcul par référence aux frais de fonctionnement des équipements.

La participation financière de la Métropole est fixée à :

- Gymnases et salles couvertes : 14 € / heure
- Terrains de plein air : 6 € / heure
- Piscines : 76 € / heure pour le bassin complet. La prise en charge est fonction du nombre de lignes utilisées par le collège.
- Patinoires : 76 € / heure

Le montant facturé sera le produit du taux horaire par le nombre effectif d'heures d'utilisation.

La participation financière de la Métropole est payée sur production par le propriétaire d'un état récapitulatif visé par le chef d'établissement.

Un titre de recette ou une facture sera adressé trimestriellement ou annuellement par le propriétaire à la Métropole.

En cas de non-paiement des sommes dues (locations et remboursements éventuels de dégradations), le propriétaire se réserve le droit de suspendre l'accès aux équipements après mise en demeure restée sans réponse au-delà d'un délai de quinze jours.

Article 9 : Assurance

Chacune des deux parties (le propriétaire et le collège) garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des lieux.

Le collège s'engage à assurer, auprès d'une compagnie d'assurance de son choix, notoirement solvable :

1. Sa responsabilité locative pour les bâtiments (risques locatifs) ainsi que les agencements, mobilier, matériel qui lui sont confiés par le propriétaire et ce à concurrence de 305 000 €, sans autre sous limitation pour l'ensemble des risques qu'il peut encourir du fait de son activité notamment les risques INCENDIE, EXPLOSIONS, DOMMAGES ELECTRIQUES, DEGATS DES EAUX, VOL, BRIS DE GLACE, VANDALISME...

Le propriétaire assurera les biens (bâtiments, matériels, agencements...) objets de la présente convention et renoncera à tous recours ainsi que ses assureurs contre le preneur et ses assureurs au-delà de 305 000 €. En deçà de cette somme le propriétaire et ses assureurs conserveront leur droit à recours contre le preneur et ses assureurs dans le cas où sa responsabilité serait engagée.

2. Ses propres biens agencements, mobilier, matériel, marchandises et tous ceux dont il serait détenteur (autres que ceux confiés par le propriétaire et visé au paragraphe précédent) pour l'ensemble des risques qu'il peut encourir du fait de son activité notamment les risques INCENDIE, EXPLOSIONS, DOMMAGES ELECTRIQUES, DEGATS DES EAUX, VOL, BRIS DE GLACE, VANDALISME...

3. Sa responsabilité civile, pour les dommages de toute nature occasionnés aux tiers, du fait de son activité, de son matériel et installations électriques et de son personnel.

Le collège ainsi que ses assureurs renoncent à tous recours contre le propriétaire et ses assureurs, pour tous les dommages matériels et immatériels qui pourraient être occasionnés aux biens leur appartenant.

Le collège s'engage à fournir avant le début de la mise à disposition une attestation d'assurance reprenant les éléments indiqués aux 1, 2 et 3 ci-avant (modèle joint pour les risques locatifs).

Le collège devra déclarer au plus tard sous 48 heures à l'assureur, d'une part, au propriétaire, d'autre part, tout sinistre qu'elle qu'en soit l'importance, même s'il n'en résulte aucun dégât apparent.

De même, il devra porter à la connaissance de son assureur et du propriétaire, à la signature de la convention ou en cours de convention, tout risque découlant de son activité qui pourrait être considéré comme aggravant.

La non possession par le collège de ces polices d'assurances ainsi que le non paiement des primes d'assurances entraînent la résiliation unilatérale et sans indemnité de la convention par la commune.

Article 10 : Litiges

Les parties signataires s'engagent à régler à l'amiable les différends et contestations qui viendraient à s'élever sur le sens de l'interprétation et conditions des présentes. A tout moment, à la demande de l'une ou l'autre partie, une réunion de concertation peut être organisée en cas de besoin.

Dans le cas où, à l'issue de cette procédure, aucun accord ne pourrait être trouvé, les parties s'en remettraient des tribunaux compétents.

Fait à Lyon, le

En trois exemplaires originaux

Pour le Collège
Le Chef d'établissement

Pour le propriétaire
Le Maire

Pour la Métropole de Lyon,
Le Conseiller délégué